

AVRIL 2026

POLICY PAPER

L'AFRIQUE ET LE POUVOIR ÉPISTÉMIQUE CONCERNANT LE CONTINENT

Le défi de l'appropriation du récit



ABDELHAK BASSOU



POLICY CENTER
FOR THE NEW SOUTH

PP -10/26

« C'est le moment me semble-t-il de sortir de cette dialectique de l'euphorie ou du désespoir pour entreprendre un effort de réflexion sur soi, sur notre situation dans le monde : se penser, se représenter, mener une réflexion critique sur ses propres réalités. Il est de la responsabilité des intellectuels, penseurs, artistes africains de mener à bien cette entreprise afin de dégager des horizons et contribuer à la transformation radicale des sociétés africaines »¹

FELWINE SARR
Écrivain

1. Voir : Felwin Sarr. <https://www.thinkingafrica.org/V2/felwine-sarr-penser-lafrique/>

Au lendemain des indépendances en Afrique, le narratif autour du continent fut un quasi-monopole des anciennes puissances coloniales. L'Afrique était l'objet d'un pouvoir épistémique occidental qui la représentait comme il voulait et en donnait une image qui favorisait la continuation d'une colonisation par le récit, en dépit d'une indépendance plus administrative que politique. Ce récit, construit ailleurs qu'en Afrique, définissait le continent plus par ses défaillances que par ses potentiels.

L'émergence de nouvelles puissances mondiales avait donné l'espoir d'un changement de paradigme concernant le narratif sur l'Afrique, mais il est vite apparu que le discours de ces nouvelles puissances se faisait trop courtois pour être honnête, il servait également le seul intérêt de ces nouveaux acteurs sur la scène africaine.

L'Afrique, dont les nouvelles générations, nées sous l'indépendance et imprégnées des valeurs de libertés et de droits, a pris conscience de l'importance de l'appropriation du récit pour la matérialisation de son indépendance. Sont alors nées des institutions – Think tanks, instituts de recherche et médias qui, aux côtés de certains gouvernements, ont entamé la traduction de cette prise de conscience en actions qui ont donné naissance au pouvoir épistémique africain et l'appropriation du récit africain producteur du savoir autour du continent. Les premiers pas de ces structures sont, certes, titubants ; mais ils peuvent s'affermir et se renforcer moyennant une indépendance financière à trouver et une autonomie à construire.

ABDELHAK BASSOU

INTRODUCTION

Le monde repense l'Afrique. Non pas qu'il l'ait ignorée mais parce que le continent a toujours été présent dans les équations de la politique mondiale. Cependant, cette présence se limitait à sa conception comme réservoir de ressources, comme espace de rivalités coloniales ou encore comme terrain d'expérimentation de modèles de développement exogènes.

Pendant longtemps, la perception dominante du continent a été construite de l'extérieur, selon des cadres analytiques qui disaient moins ce qu'était réellement l'Afrique que ce dont on avait besoin qu'elle dût être. Le récit afférent à cette perception, avec ses fondements, ses mécanismes et ses limites, est aujourd'hui remis en question, sous la pression conjuguée de transformations géopolitiques profondes et de l'émergence de voix africaines qui refusent que d'autres parlent à leur place.

Cette volonté de récupération du narratif générateur de la perception n'est pas le fruit d'une prise de conscience spontanée ou d'une conversion intellectuelle soudaine des acteurs extérieurs. Elle est, d'abord, le produit de transformations structurelles qui ont rendu l'ancienne lecture du continent non seulement inexacte, mais opérationnellement insuffisante. La compétition géopolitique que se livrent aujourd'hui les grandes puissances sur le continent africain, avec une intensité inédite depuis la guerre froide, a brutalement révélé les limites d'une perception réductrice. Une Afrique réduite à ses crises, à ses déficits, à ses besoins d'aide et à l'image de source de clandestins et de terroristes, ne pouvait pas rendre compte d'un continent qui pèse désormais dans les équilibres énergétiques mondiaux, qui concentre les ressources critiques de la transition écologique, et dont le poids démographique pourrait redessiner les projections de puissance pour le futur. La nouvelle réalité africaine semble déborder des cadres dans lesquels on prétendait la contenir.

Mais ce réordonnement de la perception soulève une question plus profonde que la seule analyse géopolitique ne suffit pas à épuiser. Car repenser l'Afrique ne signifie pas seulement ajuster les paramètres d'une équation stratégique qui accorde plus de poids à ses ressources, reconnaît sa démographie et prend acte de sa diversité politique. Cela implique, également et, surtout, de s'interroger sur les fondements mêmes de la connaissance que le monde produit à son sujet : qui définit l'Afrique, depuis où, avec quels outils conceptuels, et au profit de quels intérêts ? Cette question, épistémologique autant

que politique, est au cœur du changement de paradigme en cours. Elle oblige à examiner non seulement ce que le monde pense de l'Afrique, mais comment il le pense, et si les conditions mêmes de cette pensée sont en train de se transformer.

Dans ce Papier, le traitement de ces questions fera l'objet de trois moments de réflexion sur le sujet, faisant l'objet d'un chapitre :

- Il s'agira, d'abord, d'analyser les structures du pouvoir épistémique qui ont façonné la perception dominante de l'Afrique et la manière dont elles sont aujourd'hui contestées ;
- dans un deuxième temps, il s'agira de s'interroger sur le changement en cours pour savoir s'il constitue une rupture ou une continuité qui se recompose sous des formes nouvelles ;
- on s'interrogera, enfin, sur l'émergence d'une subjectivité africaine qui ne se contente plus d'être l'objet du regard des autres, mais qui produit son propre regard sur elle-même et sur le monde.

II. LES STRUCTURES DU POUVOIR ÉPISTÉMIQUE ET LEUR CONTESTATION¹

1. L'ancien monopole et sa grammaire

Pendant des décennies, la production de connaissance sur l'Afrique a été largement monopolisée par un réseau d'institutions occidentales qui partageaient, malgré leurs différences, une grammaire conceptuelle commune. Les grandes universités américaines et européennes, les think tanks de Washington et de Bruxelles, les institutions de Bretton Woods, les agences de développement, les médias internationaux dominants ont tous façonné un discours sur l'Afrique structuré autour de quelques concepts-clés : l'État failli, l'absence de démocratie dans la gouvernance, le sous-développement, la conditionnalité de l'aide et la nécessité de réformes structurelles. Ce vocabulaire n'était pas neutre. Il portait en lui une vision du monde où l'Afrique était systématiquement définie par ce qu'elle n'avait pas, par ce qui lui manquait (institutions stables, croissance économique, démocratie libérale) plutôt que par ce qu'elle était ou ce dont elle disposait.

Cette grammaire avait une fonction politique évidente : elle légitimait l'intervention extérieure, qu'elle soit économique, politique ou militaire. Si l'Afrique était malade, elle avait besoin de médecins. Si elle était pauvre, elle avait besoin de donateurs. Si elle était instable, elle avait besoin de pacificateurs. Le savoir produit sur l'Afrique n'était pas seulement descriptif, il était aussi prescriptif et opérationnel. Il servait à justifier des politiques, à légitimer des interventions économiques ou militaires.

2. La multiplication des acteurs : diversification ou reproduction ?

Depuis une quinzaine d'années, ce monopole occidental s'est fissuré. De nouveaux acteurs (Chine, Russie, Turquie, pays du Golfe, Inde) se sont imposés comme producteurs alternatifs de discours sur l'Afrique. Chacun apporte son vocabulaire propre, ses cadres d'analyse, ses institutions de savoir. La Chine parle de « partenariat gagnant-gagnant », de « coopération Sud-Sud », de « non-ingérence dans les affaires intérieures ». La Russie mobilise le lexique de la souveraineté, de la lutte anti-impérialiste, de la multipolarité. La Turquie évoque la fraternité historique, les liens ottomans, la solidarité islamique. Les pays du Golfe déploient une diplomatie économique et religieuse qui se veut pragmatique et non idéologique.

À première vue, cette pluralisation pourrait être lue comme une libération ou comme un pont vers l'autonomie : l'Afrique n'est plus prisonnière d'un seul regard, elle peut faire jouer les puissances les unes contre les autres, elle dispose d'une marge de manœuvre inédite. Et il est vrai que certains États africains ont su instrumentaliser cette compétition pour renégocier leurs relations avec les anciennes puissances coloniales ; pour diversifier leurs partenaires économiques et pour affirmer une autonomie stratégique qui leur était jusqu'ici refusée.

1. Des auteurs comme Chinua Achebe, Joseph Ki-Zerbo ou Dambissa Moyo tentent de déconstruire les clichés, passant de la vision d'une Afrique « anhistorique » à celle d'un acteur majeur du XXI^e siècle.

Mais cette lecture optimiste bute sur une réalité têtue : la diversification des acteurs n'a pas fondamentalement changé la nature du regard porté sur l'Afrique.² Derrière les rhétoriques différenciées, on retrouve des représentations tout aussi réductrices et dépourvues de reconnaissance véritable de la subjectivité africaine. La Chine perçoit l'Afrique essentiellement comme un réservoir de matières premières critiques et un marché d'exportation captif : ses investissements massifs dans les infrastructures sont moins des actes de générosité que des stratégies d'accès aux ressources et de contrôle logistique. La Russie voit le continent comme un terrain de projection de puissance militaire face à l'Occident, un marché où vendre des armes et déployer des mercenaires dans des États fragiles permet de gagner une influence à moindre coût. La Turquie cultive des nostalgies néo-ottomanes qui ne reconnaissent l'Afrique que dans la mesure où elle se plie à une vision du monde centrée sur Ankara. Les pays du Golfe y cherchent des terres arables, de la main-d'œuvre bon marché, et des alliés diplomatiques pour leurs propres agendas régionaux.

En somme, ce qui a changé n'est pas le regard rabaissant sur l'Afrique, mais le nombre de ceux qui le portent. On est passé d'un monopole condescendant à une cacophonie condescendante. L'Afrique n'est plus seulement « l'homme malade » qu'il faut soigner, elle est aussi le coffre-fort qu'il faut ouvrir, le marché qu'il faut capturer, le champ de bataille qu'il faut armer, l'espace symbolique qu'il faut reconquérir. La diversification géopolitique masque une continuité épistémologique profonde : l'Afrique reste pensée de l'extérieur, définie par les besoins des autres, instrumentalisée selon des logiques qui lui sont étrangères.

3. L'émergence de contre-pouvoirs épistémiques africains

Face à cette multiplication de regards extérieurs qui reconduisent, sous des formes diverses, une même logique de domination cognitive, des voix africaines se sont organisées pour reprendre le contrôle de la production du savoir sur le continent. Ce mouvement n'est pas nouveau. Il plonge ses racines dans les pensées panafricanistes, dans les luttes de décolonisation, dans les critiques formulées dès les années 1960 et 1970 par des intellectuels comme Cheikh Anta Diop, Samir Amin ou Walter Rodney. Mais il a pris une ampleur et une visibilité nouvelles au cours des deux dernières décennies.

Des institutions de recherche africaines se sont affirmées comme productrices autonomes de savoir. Le Council for the Development of Social Science Research in Africa (CODESRIA), basé à Dakar, au Sénégal, constitue depuis plusieurs décennies un pôle majeur de production intellectuelle panafricaine. Des think tanks comme le Policy Center for the New South (PCNS), au Maroc, l'Institute for Security Studies, en Afrique du Sud, ou le Centre for Democracy and Development, au Nigeria, formulent des analyses géopolitiques, économiques et sécuritaires qui ne sollicitent plus la validation des capitales occidentales. Des universités africaines comme Makerere, en Ouganda, l'Université du Cap, en Afrique du Sud, l'Université Cheikh Anta Diop, à Dakar, l'Université du Caire ou encore l'Université Mohammed VI Polytechnique à Rabat, produisent des recherches de haut niveau qui circulent de plus en plus dans les réseaux académiques mondiaux.

2. Dans sa célèbre conférence « Le danger d'une histoire unique », Chimamanda Ngozi Adichie explique que multiplier les acteurs ne sert à rien si tout le monde raconte la même version des faits. Pour elle, le regard extérieur (même bienveillant) réduit souvent l'Afrique à une « histoire unique » de pauvreté et de désespoir, occultant la complexité du continent.

Ces institutions ne se contentent pas de corriger les erreurs factuelles du discours dominant. Elles contestent les prémisses mêmes de ce discours. Elles refusent que l’Afrique soit systématiquement mesurée à l’aune de ce qui lui manque par rapport à un modèle occidental idéalisé. Elles proposent des cadres analytiques alternatifs :

- la pensée des relations intra-africaines ;
- l’analyse des dynamiques régionales selon des logiques propres au continent et ;
- l’interrogation sur ce que les théories des relations internationales gagneraient à être pensées depuis l’Afrique plutôt que simplement appliquées à celle-ci.

Le Policy Center for the New South, par exemple, ne se contente pas de commenter l’actualité africaine, il produit un Rapport Annuel sur la Géopolitique de l’Afrique (RAGA)³ qui ambitionne explicitement de donner aux Africains les moyens de se raconter eux-mêmes, de définir leurs propres priorités stratégiques et de formuler leurs propres diagnostics sur l’état du continent et du monde. Ce geste, qui consiste à produire un regard africain sur l’Afrique destiné d’abord aux Africains, constitue en soi un acte de reprise de souveraineté épistémique.

Mais cette émergence de contre-pouvoirs africains se heurte à des obstacles structurels considérables. Les institutions africaines de production du savoir restent massivement sous-financées par rapport à leurs homologues occidentales ou chinoises. Elles peinent à rivaliser en termes de visibilité médiatique et de capacité d’influence sur les décideurs internationaux. Bon nombre d’entre ces institutions dépendent dans leurs financements de donateurs étrangers, ou vivent des travaux qui leur sont confiés par des non-africains et doivent généralement suivre des normes et des agendas de recherche qui ne sont pas toujours définis par eux. La question qui demeure posée est celle de savoir si ces institutions parviennent réellement à imposer un nouveau paradigme, ou si elles se contentent de gagner une place dans l’ancien.

Car il ne suffit pas que des voix africaines soient entendues pour que le regard sur l’Afrique change. Il faut encore que ces voix parviennent à transformer les cadres mêmes dans lesquels l’Afrique est pensée, non seulement par les autres, mais aussi par elle-même.

II. RUPTURE OU CONTINUITÉ ? LA PLURALITÉ DES TRAJECTOIRES DE CHANGEMENT

I. La volonté de changement comme dénominateur commun

S’il existe un point sur lequel les cinquante-quatre (54) États africains convergent aujourd’hui, malgré l’extrême diversité de leurs situations politiques, économiques et géopolitiques, c’est la prise de conscience du fait que l’ancien ordre, celui qui a structuré leurs relations avec le reste du monde depuis les indépendances, ne peut plus tenir. Cette prise de conscience ne s’exprime pas toujours dans les mêmes termes, elle ne produit pas les mêmes stratégies, elle ne génère pas les mêmes alliances ; mais elle traverse l’ensemble du continent, des capitales les plus intégrées aux circuits de la mondialisation libérale jusqu’aux régimes qui ont choisi la confrontation ouverte avec les anciennes puissances tutélaires.

3. Voir <https://www.policycenter.ma/annual-report-african-geopolitics>

Cette volonté de changement se manifeste de multiples manières. Elle se lit dans les sommets Union africaine-Union européenne où les délégations africaines refusent désormais d'être de simples récipiendaires de programmes conçus ailleurs. Elle s'exprime dans les débats sur la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU et l'exigence africaine d'un siège permanent et elle émerge dans les renégociations, parfois conflictuelles, des accords de défense hérités de la colonisation. Elle est clairement apparue dans le refus, lors du vote sur les sanctions contre la Russie en 2022, de s'aligner automatiquement sur les positions occidentales. Elle se révèle dans la multiplication des initiatives d'intégration régionale qui cherchent à créer des espaces économiques et politiques autonomes.

Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement une redistribution des cartes géopolitiques, un rééquilibrage des alliances, une diversification des partenaires économiques. Ce qui est en jeu est plus profond : la revendication du droit de définir soi-même ses intérêts, ses priorités, et surtout ses récits. L'Afrique ne veut plus être pensée, elle veut se penser. Elle ne veut plus être définie, elle veut se définir. Cette aspiration, commune à l'ensemble du continent, constitue le socle sur lequel reposent des stratégies, par ailleurs très différentes, pour y parvenir.

2. La pluralité des trajectoires : négocier, rompre, expérimenter

Si la volonté de changement est partagée, les modalités pour y parvenir diffèrent d'un pays à l'autre, en fonction des héritages historiques, des configurations géopolitiques, des rapports de force internes, et des choix stratégiques des élites dirigeantes. On peut identifier, de manière schématique, trois grandes familles de trajectoires même si les frontières entre elles sont poreuses et qu'un même pays peut glisser de l'une à l'autre au gré des circonstances.

- **Les trajectoires d'ajustement progressif**

Certains États africains privilégient une stratégie d'évolution contrôlée, cherchant à renégocier les termes de leurs relations avec les puissances extérieures sans provoquer de rupture brutale. C'est le cas de pays comme le Sénégal, le Ghana, ou encore le Botswana. Ces États, qui maintiennent des liens étroits avec leurs partenaires occidentaux traditionnels, diversifient progressivement leurs alliances, en attirant des investissements chinois, turcs ou émiratis, et en affirmant une voix plus autonome sur la scène internationale. Ces pays ne rejettent pas les institutions internationales existantes, Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale (BM), Organisation mondiale du commerce (OMC), mais ils en contestent les conditionnalités les plus contraignantes et exigent d'être traités en partenaires plutôt qu'en bénéficiaires passifs.

Cette trajectoire a l'avantage de la prudence : elle évite les chocs brutaux, préserve les flux d'investissements et d'aide, maintient une certaine stabilité économique. Mais elle comporte aussi un risque : celui de se contenter d'aménagements superficiels qui ne remettent pas en cause les structures profondes de dépendance.

- **Les trajectoires de rupture assumée**

Certains États ont choisi la confrontation ouverte avec l'ancien ordre. C'est le cas des pays du Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger) qui ont, depuis 2020, expulsé les forces militaires françaises, dénoncé les accords de défense hérités de la colonisation, et formé une Alliance explicitement tournée vers d'autres partenaires, notamment la Russie. Ces ruptures sont brutales, souvent portées par des militaires arrivés au pouvoir par des coups d'État, et elles s'accompagnent d'une rhétorique anti-impérialiste radicale qui trouve un écho populaire

considérable dans des populations lassées de décennies de présence étrangère jugée inefficace et humiliante.

Cette trajectoire de rupture traduit l'adoption d'une doctrine de souverainisme absolue, un refus de toute tutelle extérieure, une revendication de dignité nationale. Mais elle s'accompagne de risques majeurs, dont les plus évidents sont l'isolement diplomatique, la fragilisation économique, la déstabilisation sécuritaire et, parfois, le remplacement d'une dépendance (occidentale) par une autre (russe, chinoise).

- **Les trajectoires hybrides et expérimentales**

Entre la négociation prudente et la rupture radicale, une troisième famille de trajectoires émerge : celle des États qui expérimentent des voies hybrides, naviguant de manière pragmatique entre différents partenaires, sans s'aligner durablement sur aucun, et en tentant de construire des espaces d'autonomie régionale. Le Kenya, l'Éthiopie, le Maroc, l'Égypte relèvent, chacun à sa manière, de cette catégorie. Ces pays maintiennent des relations avec l'Occident tout en développant des partenariats stratégiques avec la Chine, la Russie, ou les pays du Golfe. Ils utilisent les rivalités entre puissances pour maximiser leurs marges de manœuvre. Ils investissent massivement dans les institutions régionales africaines qu'ils perçoivent comme des instruments potentiels d'autonomisation collective.

Le Maroc, par exemple, a su diversifier ses alliances de manière sophistiquée : maintien de liens forts avec l'Europe et les États-Unis, développement d'une coopération stratégique avec la Chine sur les infrastructures, ouverture vers les pays du Golfe et, en même temps, déploiement d'une diplomatie africaine ambitieuse avec des investissements massifs en Afrique de l'Ouest. Cette stratégie hybride permet une réelle autonomie de décision, mais elle exige une capacité diplomatique et économique que peu d'États africains en possèdent.

3. L'unité dans la diversité : vers un paradigme africain pluriel

Cette diversité de trajectoires — loin d'être une faiblesse ou une incohérence — constitue, peut-être, la caractéristique la plus significative du changement en cours. Car ce que révèle cette pluralité, c'est précisément le refus d'un modèle unique imposé de l'extérieur. Pendant des décennies, le discours dominant a cherché à prescrire *une* voie de développement, *un* modèle de gouvernance, *une* insertion dans l'économie mondiale. L'Afrique devait se conformer, s'aligner, converger vers un idéal-type défini ailleurs. Ce temps semble révolu.

Ce à quoi nous assistons aujourd'hui n'est donc pas le remplacement d'un modèle unique par un autre modèle unique ; ce qui ne constituerait qu'un changement de tutelle. C'est l'affirmation du droit à la pluralité des voies, à l'expérimentation de stratégies différentes selon les contextes nationaux, à l'erreur et à l'apprentissage sans qu'une instance extérieure ne vienne sanctionner ou valider. Certains États africains choisissent la négociation prudente, d'autres la rupture radicale, d'autres encore l'hybridation pragmatique — et cette diversité même devient une ressource collective, car elle permet au continent de tester simultanément plusieurs modalités de rapport au monde.

La question n'est donc plus de savoir s'il y a rupture ou continuité au sens binaire. La question est de reconnaître que la rupture épistémologique ne consiste pas à imposer un nouveau paradigme monolithique africain, mais à légitimer la coexistence de paradigmes pluriels. Ce qui change fondamentalement, c'est que l'Afrique refuse désormais que sa diversité soit lue comme une anomalie, un retard, une incapacité à se conformer à une norme universelle. Elle revendique cette diversité comme une modalité légitime d'existence dans le monde.

Bien sûr, cette affirmation de pluralité ne résout pas tous les problèmes. Elle n'élimine pas les rapports de force, elle ne fait pas disparaître les tentatives de domination extérieure, elle ne garantit pas que les stratégies choisies soient les bonnes. Certaines trajectoires échoueront, d'autres réussiront, et d'autres produiront des résultats ambivalents. Mais l'essentiel est ailleurs : pour la première fois depuis les indépendances, c'est l'Afrique qui expérimente, qui choisit, qui assume et qui, donc, accepte de porter la responsabilité de ses choix.

Ce basculement, de l'objet au sujet, de la prescription subie à l'expérimentation assumée, constitue, peut-être, la rupture la plus profonde en cours. Une rupture qui n'est, peut-être pas encore achevée, qui reste fragile et, peut-être, réversible. Mais elle est en marche. Et c'est cette marche elle-même, plus que sa destination, qui redéfinit le regard que le monde porte sur l'Afrique et celui que l'Afrique porte sur elle-même.

III. L’AFFIRMATION DE LA PERSONNALITÉ AFRICAINE

1. La révolution technologique : désintermédiation et démocratisation de la parole africaine

L'affirmation de la personnalité africaine sur la scène mondiale ne peut se comprendre sans prendre en compte la révolution technologique qui a bouleversé, au cours des deux dernières décennies, les conditions de production et de diffusion du discours sur le continent. Pendant longtemps, pour qu'une voix africaine soit entendue au-delà de ses frontières nationales, elle devait emprunter des circuits contrôlés de l'extérieur : être publiée par des éditeurs étrangers, être invitée dans des médias internationaux basés ailleurs qu'en Afrique et être validée par des institutions non-africaines. Ce système de *gatekeepers* créait un filtre sévère qui sélectionnait, traduisait, parfois déformait le discours africain avant qu'il n'atteigne un public global.

Les technologies numériques (Internet, réseaux sociaux, plateformes de streaming, téléphonie mobile) ont radicalement transformé cette architecture. Elles ont permis ce qu'on peut appeler une désintermédiation du discours africain et créé la possibilité pour des intellectuels, des chercheurs, des activistes, des artistes africains de s'adresser directement à un public continental et mondial sans demander l'autorisation ou la validation d'une instance extérieure. Un universitaire sénégalais peut publier ses analyses sur un blog lu par des dizaines de milliers de personnes. Un think tank nigérian peut diffuser ses rapports via ses propres plateformes numériques. Un activiste sud-africain peut mobiliser l'opinion publique internationale via Twitter. Un média panafricain comme Jeune Afrique, The Africa Report, ou Africa News peut produire une information qui circule instantanément sur l'ensemble du continent et au-delà. Le Rapport Annuel sur la Géopolitique de l'Afrique publié par le PCNS en français et en anglais est consulté par des dizaines de milliers de chercheurs à travers le monde.

Cette révolution technologique a produit plusieurs effets structurels majeurs. D'abord, elle a démocratisé l'accès à la production du discours. Il ne faut plus appartenir à une élite restreinte ayant accès aux circuits académiques ou médiatiques occidentaux pour faire entendre sa voix. Les barrières à l'entrée se sont effondrées. Cela ne signifie pas que tous les discours produits sont de qualité égale, ni qu'ils ont tous la même visibilité, les inégalités numériques persistent, les algorithmes favorisent certains contenus au détriment d'autres. Mais le monopole ancien a été brisé.

Ensuite, elle a permis l'émergence de communautés épistémiques transnationales africaines. Des intellectuels, des chercheurs, des militants disséminés sur l'ensemble du continent et dans les diasporas peuvent désormais dialoguer en temps réel, construire des réseaux, partager des analyses, coordonner des actions. Le panafricanisme, qui était autrefois une utopie portée par une poignée de leaders politiques, est devenu une réalité quotidienne vécue par des millions d'Africains connectés qui débattent, contestent, construisent une conscience continentale par-delà les frontières nationales.

Enfin, elle a transformé le rapport de force symbolique entre l'Afrique et le reste du monde. Lorsqu'un média occidental produit un reportage biaisé ou condescendant sur l'Afrique, il peut être immédiatement contesté, déconstruit, ridiculisé par des voix africaines qui disposent désormais de leurs propres plateformes pour riposter. Le monopole de la narration n'existe plus. Cela ne signifie pas que les médias occidentaux ont perdu toute influence — ils restent puissants, financièrement solides, largement diffusés. Mais ils ne peuvent plus raconter l'Afrique sans que celle-ci ne réponde.

Cette révolution technologique n'est pas qu'un facilitateur, elle est une condition structurelle de l'émergence de la subjectivité africaine. Elle ne garantit pas que cette subjectivité soit cohérente, unifiée, ou toujours pertinente. Mais elle rend possible, pour la première fois à cette échelle, que l'Afrique se raconte elle-même, sans intermédiaire obligé.

2. Les manifestations concrètes de la subjectivité africaine

Cette infrastructure technologique ne produirait rien si elle n'était pas investie par des acteurs déterminés à reprendre le contrôle de la production du savoir et du récit sur l'Afrique. Or, au cours des deux dernières décennies, on a assisté à une multiplication d'initiatives institutionnelles, intellectuelles, médiatiques et diplomatiques qui traduisent concrètement cette volonté de subjectivation.

- **La production intellectuelle et académique**

Ce mouvement ne se limite pas aux institutions. Des intellectuels africains occupent désormais des positions de visibilité et d'influence à l'échelle mondiale. Achille Mbembe, dont les ouvrages sont traduits dans une dizaine de langues, est invité dans les plus grandes universités du monde pour présenter sa vision de la « postcolonialité ». Felwine Sarr, philosophe et économiste sénégalais, a co-dirigé avec Bénédicte Savoy le rapport sur la restitution des biens culturels africains qui a bouleversé le débat en France et en Europe. Des économistes comme Dambisa Moyo ou Ngozi Okonjo-Iweala (aujourd'hui directrice générale de l'OMC) ont imposé des analyses critiques du système d'aide au développement qui contredisent frontalement les narratifs dominants.

- **Les médias africains et la bataille de l'information**

La bataille pour la subjectivité se joue aussi dans le champ médiatique. Des médias panafricains comme *The Africa Report*, *African Business*, ou les chaînes de télévision comme Africa News et Africanews produisent une information sur le continent qui ne passe plus par le filtre des agences occidentales. Ces médias ne se contentent pas de couvrir l'actualité africaine — ils la cadrent, la hiérarchisent, la commentent selon des critères africains. Un coup d'État au Sahel, un sommet de l'Union africaine, une crise économique au Zimbabwe ne sont plus racontés uniquement depuis Paris, Londres ou Washington — ils sont racontés depuis Lagos, Johannesburg, Nairobi, Rabat.

Les réseaux sociaux ont également permis l'émergence de voix africaines qui contestent quotidiennement les narratifs dominants. Des hashtags comme #AfricansNotACountry, #TheAfricaTheMediaNeverShowsYou mobilisent des millions de personnes pour déconstruire les stéréotypes et proposer des contre-récits. Ce travail de contestation symbolique, qui peut sembler anecdotique, participe en réalité d'une bataille épistémologique fondamentale : celle de la définition de ce qu'est l'Afrique.

- **La diplomatie africaine et l'affirmation de positions autonomes**

Sur le plan diplomatique, l'Afrique affirme de plus en plus des positions collectives qui ne s'alignent pas automatiquement sur celles des grandes puissances. Le vote de mars 2022 à l'Assemblée générale des Nations Unies sur la condamnation de l'invasion russe de l'Ukraine a été révélateur : dix-sept pays africains se sont abstenus, huit ont été absents, et un seul a voté contre. Ce refus de s'aligner n'était pas un soutien à la Russie — c'était l'affirmation d'une autonomie de jugement, le refus d'être sommé de choisir un camp dans une guerre qui n'est pas la leur.

L'Union africaine, malgré ses faiblesses et ses dysfonctionnements, incarne également cette volonté de parler d'une voix collective. La création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), entrée en vigueur en 2021, constitue une initiative entièrement africaine visant à créer un marché continental de 1,3 milliard de personnes, la plus grande zone de libre-échange au monde en nombre de pays participants. Ce projet, quelles que soient ses difficultés de mise en œuvre, traduit une ambition : celle de construire une puissance économique africaine intégrée qui ne dépendrait plus exclusivement des partenariats avec l'extérieur.

- **Les initiatives d'intégration continentale**

Au-delà des institutions formelles, on observe une multiplication d'initiatives continentales dans des domaines stratégiques. Le lancement de satellites de télécommunication africains, le développement de systèmes de paiement mobile panafricains, les projets d'interconnexion énergétique entre régions, les corridors de transport transnationaux — toutes ces initiatives, encore fragiles et incomplètes, traduisent une volonté de construire une infrastructure matérielle de la souveraineté africaine. Car on ne peut se raconter soi-même si on dépend entièrement d'infrastructures contrôlées par d'autres.

Ces manifestations concrètes (intellectuelles, médiatiques, diplomatiques, infrastructurelles) ne constituent pas encore un système cohérent et achevé. Elles sont traversées de contradictions, de tensions, d'échecs. Mais elles témoignent d'une dynamique en marche : celle d'une Afrique qui se construit comme sujet actif de sa propre histoire et qui refuse désormais de n'être que l'objet du regard et des décisions des autres.

3. Les tensions internes : quelle(s) subjectivité(s) africaine(s) ?

L'émergence de la subjectivité africaine ne signifie pas l'avènement d'une voix unique, homogène, consensuelle. Au contraire, cette subjectivité est traversée par des débats internes, des contradictions, des luttes de pouvoir qui révèlent la complexité du processus en cours. Car se raconter soi-même soulève immédiatement une question politique fondamentale : qui parle au nom de l'Afrique ?

- **Les élites intellectuelles et la question de la légitimité**

Une grande partie de la production intellectuelle africaine qui circule à l'échelle internationale est le fait d'élites urbaines, souvent formées dans des universités occidentales, parlant

couramment l'anglais ou le français, ou les deux, et ayant accès aux réseaux académiques et médiatiques mondiaux. Ces intellectuels — aussi brillants et sincères soient-ils — sont-ils représentatifs des aspirations profondes des populations africaines ? Parlent-ils pour elles, ou à leur place ?

Cette tension n'est pas nouvelle. Elle traverse l'histoire intellectuelle africaine depuis les indépendances. Mais elle se pose aujourd'hui avec une acuité particulière, car la revendication de subjectivité s'accompagne d'une exigence de légitimité démocratique. Si l'Afrique veut se raconter elle-même, encore faut-il savoir qui, en son sein, a le droit de tenir ce récit. Un professeur d'université sud-africain formé à Oxford parle-t-il avec la même légitimité qu'un paysan malien, qu'une commerçante nigériane, qu'un jeune Sénégalais sans emploi dans la banlieue de Dakar ?

Cette question n'a pas de réponse simple. Toute production intellectuelle implique nécessairement une forme d'élitisme — il faut du temps, des ressources, une éducation pour théoriser, analyser, écrire. Mais elle ne peut pas être évacuée non plus, car elle touche au cœur de la légitimité du discours africain. Si la subjectivité africaine reste l'apanage d'une élite coupée des réalités populaires, elle risque de reproduire, sous une forme africaine, les mêmes mécanismes d'exclusion qu'elle dénonce lorsqu'ils viennent de l'extérieur.

- **Les diasporas et la question de l'appartenance**

Une autre tension traverse la construction de la subjectivité africaine : celle du rôle des diasporas. Des millions d'Africains vivent en Europe, en Amérique du Nord, dans les pays du Golfe. Beaucoup d'entre eux sont des intellectuels, des artistes, des entrepreneurs qui contribuent activement à la production du discours sur l'Afrique. Achille Mbembe vit entre l'Afrique du Sud et la France. Felwine Sarr enseigne entre Dakar et Paris. Chimamanda Ngozi Adichie partage son temps entre le Nigeria et les États-Unis.

Ces figures diasporiques jouent un rôle essentiel dans la diffusion de la pensée africaine à l'échelle mondiale. Mais leur position est aussi ambiguë : sont-ils encore pleinement africains, ou sont-ils déjà des hybrides, des passeurs entre deux mondes ? Leur regard sur l'Afrique, nourri par leur expérience de l'ailleurs, est-il plus lucide ou, au contraire, déformé par la distance ? Et surtout, ont-ils la légitimité pour parler au nom d'un continent qu'ils ont quitté, parfois depuis longtemps ?

Là encore, la question est irrésoluble. Les diasporas sont une ressource immense pour l'Afrique, par leurs compétences, leurs réseaux, leur capacité à traduire le continent dans des langages compréhensibles par le reste du monde. Mais elles suscitent aussi des ressentiments, des accusations de déconnexion, de condescendance, de trahison. La construction de la subjectivité africaine doit naviguer entre l'inclusion de ces voix diasporiques et la vigilance à ne pas laisser ceux qui vivent quotidiennement les réalités africaines être marginalisés dans leur propre récit.

- **Les fractures linguistiques, religieuses, régionales**

La subjectivité africaine est également traversée par des fractures structurelles qui rendent difficile l'émergence d'un discours véritablement panafricain. L'Afrique anglophone et l'Afrique francophone se parlent peu. L'Afrique du Nord arabo-berbère et l'Afrique subsaharienne ont des trajectoires historiques, des références culturelles, des priorités géopolitiques souvent divergentes. L'Afrique chrétienne et l'Afrique musulmane entretiennent des relations parfois tendues. Les grandes puissances régionales — Afrique du Sud, Nigeria, Égypte, Éthiopie, Kenya, Maroc, ont des ambitions qui peuvent entrer en concurrence plutôt qu'en synergie.

Ces fractures ne sont pas un obstacle absolu à la construction d'une subjectivité africaine, l'Europe, après tout, est tout aussi fragmentée et pourtant capable de construire des positions collectives. Mais elles compliquent considérablement le processus. Qui définit ce qu'est l'Afrique ? Le Lagos cosmopolite ou le village rural éthiopien ? Le Caire millénaire ou la jeunesse urbaine de Kinshasa ? La bourgeoisie sud-africaine ou les populations déplacées du Sahel ?

- **Les luttes de pouvoir pour le contrôle du récit**

Enfin, la construction de la subjectivité africaine est un enjeu de pouvoir. Les États africains, les Organisations panafricaines, les think tanks, les médias, les intellectuels, les activistes, tous ces acteurs sont en compétition pour définir ce qu'est l'Afrique et ce qu'elle doit devenir. Certains défendent une vision libérale, intégrée à la mondialisation, ouverte aux investissements étrangers. D'autres prônent une rupture radicale, un retour à des valeurs africaines supposément authentiques, une fermeture aux influences extérieures. D'autres encore naviguent entre ces extrêmes.

Ces luttes ne sont pas simplement intellectuelles, elles sont politiques, économiques, symboliques. Elles déterminent qui aura accès aux financements, qui sera invité dans les forums internationaux, qui sera écouté par les décideurs. Et elles révèlent que la subjectivité africaine n'est pas un bloc monolithique en marche vers une destination claire, mais un champ de bataille où se négocient, dans la tension et le conflit, les termes de l'avenir du continent.

4. La subjectivité africaine face au monde : reconnaissance et résistances

L'affirmation de la subjectivité africaine ne se joue pas seulement dans les débats internes au continent. Elle interpelle aussi le reste du monde, qui doit à son tour décider s'il reconnaît cette subjectivité émergente comme légitime, s'il l'intègre dans ses propres cadres de pensée et d'action, ou s'il lui oppose des résistances, conscientes ou inconscientes, explicites ou subtiles.

- **Les signes de reconnaissance**

Certains signes indiquent que le monde commence à prendre acte de cette subjectivité africaine et à ajuster son comportement en conséquence. Les grandes puissances multiplient les sommets avec l'Afrique, sommet États-Unis-Afrique, sommet Chine-Afrique, sommet Russie-Afrique, sommet Turquie-Afrique. Ces événements, au-delà de leur dimension protocolaire, traduisent une reconnaissance implicite : l'Afrique ne peut plus être simplement « traitée », elle doit être « écoutée ». Les discours ont changé de tonalité. On parle moins de « donateurs » et de « bénéficiaires » et davantage de « partenaires ». On évoque moins l'« aide » que l'« investissement ». On insiste sur le « gagnant-gagnant » plutôt que sur la tutelle.

Les institutions internationales elles-mêmes commencent à intégrer des voix africaines à des postes de responsabilité. Ngozi Okonjo-Iweala à la tête de l'OMC, Tedros Adhanom Ghebreyesus à la direction de l'OMS, Akinwumi Adesina à la présidence de la Banque africaine de développement (BAD), ces nominations ne sont pas que symboliques. Elles signalent que l'expertise africaine sur les questions mondiales est désormais reconnue comme légitime, et pas seulement sur les questions africaines.

Le débat sur la restitution des biens culturels africains pillés durant la colonisation — qui a pris une ampleur considérable en Europe depuis le rapport Sarr-Savoy de 2018, constitue un autre signe de reconnaissance. Pour la première fois, les institutions muséales occidentales admettent publiquement que leur légitimité à détenir des objets africains est contestable, et que les Africains ont un droit légitime à réclamer leur patrimoine. Ce débat n’aurait jamais eu lieu si la voix africaine n’avait pas acquis une force suffisante pour se faire entendre et pour être prise au sérieux.

- **Les résistances structurelles**

Mais cette reconnaissance reste limitée, partielle, souvent contradictoire. Car derrière les discours de partenariat et de respect mutuel, les structures anciennes de domination persistent.

Les institutions financières internationales, FMI, Banque mondiale, continuent d’imposer des conditionnalités aux pays africains qui sollicitent leur aide, conditionnalités qui reflètent une vision du développement économique définie à Washington, pas à Addis-Abeba ou à Dakar. Les pays africains n’ont toujours pas de siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies, malgré des décennies de revendications. Les grandes décisions qui affectent l’Afrique, sur le commerce international, sur le climat, sur la sécurité mondiale, continuent d’être prises dans des forums où les Africains sont sous-représentés ou absents.

Les médias internationaux continuent, malgré quelques progrès, à couvrir l’Afrique, principalement à travers le prisme des crises, des catastrophes, des échecs. Un conflit au Soudan occupera les Unes des médias, mais les succès économiques du Rwanda ou du Botswana passeront inaperçus. Une épidémie mobilisera l’attention mondiale, mais les innovations technologiques africaines resteront ignorées. Ce biais de couverture n’est pas neutre, il reproduit l’image d’une Afrique incapable de se gérer, qui a toujours besoin de l’intervention extérieure.

Les flux financiers révèlent également la persistance de rapports de domination. L’Afrique reçoit des dizaines de milliards de dollars d’aide au développement chaque année, mais elle perd des centaines de milliards en flux financiers illicites, en évasion fiscale des multinationales, en remboursement de dettes contractées dans des conditions souvent inéquitables. Le discours sur le « partenariat » masque mal une réalité où les termes de l’échange restent structurellement défavorables au continent.

- **Les résistances épistémologiques**

Mais la résistance la plus profonde est peut-être épistémologique. Car reconnaître véritablement les traits révélés de la personnalité africaine impliquerait d’accepter que l’Afrique puisse penser le monde autrement, proposer des concepts, des théories, des modèles qui ne soient pas de simples adaptations locales de cadres universels définis ailleurs. Or, cette reconnaissance-là reste largement absente.

Les théories des relations internationales enseignées dans les universités du monde entier restent massivement eurocentrées. Le réalisme de Morgenthau, le libéralisme de Keohane, le constructivisme de Wendt, toutes ces théories ont été élaborées à partir de l’expérience européenne et américaine, et elles continuent d’être présentées comme universellement valides. Les tentatives de penser les relations internationales depuis l’Afrique — de proposer, par exemple, une théorie de la solidarité panafricaine comme principe structurant des relations inter-étatiques, restent marginales, confinées aux départements d’études africaines, rarement intégrées au corpus théorique *mainstream* de la discipline.

De même, les indicateurs de développement, de gouvernance, de démocratie continuent d'être définis selon des critères qui reflètent les priorités et les valeurs occidentales. Un État africain qui ne ressemble pas à une démocratie libérale de type européen est automatiquement classé comme « défaillant » ou « autoritaire », même si ses citoyens peuvent lui accorder une légitimité que les indicateurs extérieurs ne captent pas. Cette persistance d'une épistémologie hégémonique constitue peut-être l'obstacle le plus profond à la reconnaissance véritable de la subjectivité africaine.

- **Une reconnaissance en négociation**

La subjectivité africaine ne s'impose donc pas d'un coup, de manière consensuelle et pacifique. Elle se négocie, elle se conquiert, elle se dispute — dans un rapport de force où l'Afrique n'a pas encore toutes les armes. Mais ce rapport de force a évolué. Il y a vingt ans, l'idée même que l'Afrique puisse contester le regard dominant était impensable. Aujourd'hui, cette contestation existe, elle est visible, elle produit des effets. La reconnaissance reste partielle, contradictoire, réversible. Mais elle est en cours. Et cette dynamique de reconnaissance progressive, avec ses avancées et ses reculs, ses victoires et ses échecs, constitue, peut-être, le signe le plus tangible que le regard du monde sur l'Afrique est en train de changer, lentement, difficilement, mais réellement.

CONCLUSION

Le monde a raconté et continue de raconter l'Afrique et tenter d'en produire l'image qu'il veut ; mais le continent entame son chemin vers l'appropriation du narratif propre à la perception qu'il veut produire de lui-même.

Les structures anciennes du pouvoir épistémique persistent, mais elles sont contestées, de l'intérieur comme de l'extérieur. La multiplication des acteurs extérieurs qui s'intéressent à l'Afrique ne constitue pas, en elle-même, une libération ; elle peut même reconduire, sous des formes diversifiées, les mêmes logiques de domination. Mais simultanément, des institutions africaines, des intellectuels africains, des voix africaines s'affirment avec une force inédite, revendiquant le droit de se raconter eux-mêmes. Le changement en cours n'est ni une rupture achevée ni une simple continuité déguisée, c'est un processus ouvert, traversé de tensions, dont l'issue dépendra autant de la capacité de l'Afrique à s'organiser collectivement que de la volonté du reste du monde de reconnaître cette subjectivité émergente.

Mais cette transformation du regard sur l'Afrique a des implications qui dépassent largement le continent. Car ce qui se joue ici, c'est la remise en cause d'un ordre épistémologique global fondé sur l'idée qu'il existerait un centre légitime de production du savoir, l'Occident, et des périphéries qui seraient condamnées à consommer, adapter, imiter ce savoir sans jamais en être les productrices. L'Afrique, en affirmant sa subjectivité intellectuelle, ne réclame pas simplement une place à la table où se discutent les affaires du monde. Elle conteste l'architecture même de cette table, les règles qui y prévalent, les concepts qui y sont mobilisés.

Cette contestation est lourde de conséquences pour l'ordre mondial dans son ensemble. Elle annonce, ou du moins rend possible, un monde où la multipolarité ne serait pas seulement géopolitique mais aussi épistémologique. Un monde où coexisteraient plusieurs manières légitimes de penser les relations internationales, le développement, la gouvernance, la justice, sans qu'aucune ne puisse prétendre à l'universalité absolue. Un monde où l'Europe, la Chine, l'Inde, l'Amérique latine, le monde arabe, et l'Afrique produiraient, chacun, ses propres théories, ses propres concepts, ses propres cadres

d'analyse, non pas dans l'isolement, mais dans un dialogue horizontal où aucune voix ne serait a priori disqualifiée au nom d'un prétendu monopole de la rationalité.

Ce basculement ne sera pas spontané, ni pacifique. Il se heurtera à des résistances considérables, car il menace des positions de pouvoir solidement établies. Les institutions qui ont monopolisé pendant des décennies la production du savoir sur le monde, universités occidentales, think tanks de Washington et de Bruxelles, Organisations internationales contrôlées par le Nord, ne renonceront pas facilement à leur hégémonie. Les théories dominantes des relations internationales, de l'économie du développement, de la gouvernance mondiale continueront de se présenter comme universelles et objectives, alors qu'elles reflètent des expériences et des intérêts particuliers.

Mais l'histoire récente suggère que ce monopole est en train de se fissurer. Et l'Afrique, en affirmant son droit à se penser elle-même, joue un rôle central dans cette fissuration. Non pas parce qu'elle serait porteuse d'une vérité supérieure ou d'un modèle alternatif parfait, mais parce qu'elle incarne, par sa simple existence comme sujet pensant, la possibilité d'un monde intellectuellement pluriel.

La question décisive pour les années à venir ne sera donc pas seulement de savoir si l'Afrique parviendra-t-elle à transformer sa subjectivité émergente en puissance effective, économique, politique, militaire. Ce sera aussi de savoir si le reste du monde acceptera de vivre dans un univers où il n'est plus le seul à définir les termes du débat, où il devra apprendre à écouter des voix qui pensent autrement, qui proposent d'autres concepts, qui formulent d'autres questions. Si cette reconnaissance advient, et rien ne garantit qu'elle adviendra, alors le changement du regard sur l'Afrique ne sera pas qu'un événement africain. Ce sera un moment dans la transformation plus large de l'ordre intellectuel mondial.

À PROPOS DE L'AUTEUR



ABDELHAK BASSOU

Abdelhak Bassou est Senior Fellow au Policy Center for the New South. Ancien préfet de police, il fut investi de plusieurs responsabilités au sein de la Direction Générale de la Sûreté Nationale Marocaine dont chef de la division de la police des frontières de 1978 à 1993 ; Directeur de l'Institut Royal de Police en 1998 ; Chef des Sûretés régionales (Er-Rachidia 1999-2003 et Sidi Kacem 2003-2005) et également Directeur Central des Renseignements Généraux de 2006 à 2009. Il a également participé aux travaux de plusieurs instances internationales dont le Conseil des Ministres arabes de l'intérieur de 1986 à 1992, où il a représenté la Direction Générale de la Sûreté nationale dans plusieurs réunions. Abdelhak Bassou est titulaire d'un Master en études politiques et internationales de la Faculté des sciences juridiques, économiques et social d'Agdal à Rabat sur un mémoire intitulé « L'Organisation Etat Islamique, naissance et futurs possibles ».

À PROPOS DU POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global. Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS mobilise des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues » et « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO).

[Lire plus](#)

Policy Center for the New South

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University,
Rocade Rabat Salé - 11103
Email : contact@policycenter.ma
Phone : +212 (0) 537 54 04 04
Fax : +212 (0) 537 71 31 54



www.policycenter.ma

